

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du  
développement durable et de la mer en charge  
des technologies vertes et des négociations sur le  
climat

Direction générale de l'aménagement, du  
logement et de la nature

Direction de l'eau et de la biodiversité

Sous Direction de l'action territoriale, de la  
législation de l'eau et des matières premières

Bureau des polices de l'eau et de la nature

**NOR : DEVO1010770C**

**12 NOV. 2010** *(Texte non paru au journal officiel)*

### **Circulaire du [...] relative à l'organisation et la pratique du contrôle par les services et établissements chargés de mission de police de l'eau et de la nature**

**Le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,**

**La secrétaire d'État chargée de l'Écologie**

Pour exécution :

Madame et Messieurs les préfets de région,

à l'attention des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France, des directions régionales de l'environnement d'Outre-Mer

Mesdames, Messieurs les préfets de département,

à l'attention des directions départementales des territoires (et de la mer), des directions départementales de l'agriculture et de la forêt d'Outre-Mer, des directions départementales de l'équipement d'Outre-Mer, des préfigureurs des DEAL d'Outre-Mer

Messieurs les directeurs généraux de l'Onema, l'Oncfs, l'Onf,

Messieurs les directeurs des parcs nationaux, du Conservatoire du littoral, de l'Agence des aires marines protégées

Pour information :

Messieurs les directeurs généraux des agences de l'eau

Monsieur le directeur de Réserves naturelles de France

Secrétariat général du MEEDDM (SPES et DAJ)

Secrétariat général du MAAP

Résumé : la pratique des contrôles par les services et établissements chargés de mission de police de l'eau et de la nature est indispensable pour assurer l'efficacité des politiques de gestion de la ressource en eau et de préservation de la biodiversité. La présente circulaire vise à consolider les pratiques en définissant les modalités d'une politique de contrôle ciblée sur les enjeux et orientée vers la résorption des situations non conformes à la réglementation. Elle doit également permettre



à la France de rendre compte à la Commission européenne de son action en la matière.

Catégorie : directive adressée par le ministre aux services chargés de son application	Domaine : Écologie, développement durable
Mots clés liste fermée : Énergie Environnement	Mots clés libres : Contrôle, police, eau, nature
Texte (s) de référence : <input type="checkbox"/> code de l'environnement (CE), <input type="checkbox"/> feuille de route « eau et biodiversité » adressée aux préfets de région par le ministre d'État et la secrétaire d'État chargée de l'Écologie le 5 mars 2009	
Circulaire(s) abrogée(s) : néant	
Date de mise en application : immédiate	
Pièces annexes : 2	
N° d'homologation Cerfa :	
Publication	<input type="checkbox"/> BO <input type="checkbox"/> Site.circulaires.gouv.fr <input type="checkbox"/> Non publiée

Le Grenelle de l'environnement et les directives européennes fixent des objectifs ambitieux à brève échéance en termes de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et de préservation de la biodiversité. Votre implication dans la mise en œuvre effective des politiques sur le terrain est essentielle pour atteindre ces objectifs et ne peut trouver sa pleine application qu'avec l'accompagnement d'une politique de contrôle.

Le non respect des directives européennes entraîne un risque de sanctions financières lourdes pour les États. Or la France fait ou a fait l'objet récemment de plusieurs procédures pré-contentieuses ou contentieuses concernant les directives eaux résiduaires urbaines, eaux brutes, nitrates, habitats-faune-flore, oiseaux. A ce titre, Les contrôles constituent des mesures de base en termes de mise en œuvre des directives communautaires et la Commission européenne demande de lui en rendre compte régulièrement.

La Cour des Comptes a par ailleurs pointé, dans le cadre d'un référé adressé au Premier ministre à l'été 2009, l'insuffisance des sanctions prises à l'encontre des auteurs de pollution du fait du faible nombre de procès verbaux dressés par les services de l'État et des suites insuffisantes données par les Parquets. Elle a formulé deux recommandations, visant à :

- accentuer la répression des infractions en matière de pollution des eaux et plus globalement d'atteintes aux milieux aquatiques : les services doivent davantage utiliser les pouvoirs de sanctions dont ils disposent ;
- améliorer le suivi des procès-verbaux et des sanctions administratives et judiciaires, en particulier pour être en capacité de rendre compte de l'action de contrôle à la Commission européenne.

Dans le respect des contrats d'objectifs des établissements publics concernés, il est impératif de consolider la pratique des contrôles et de mieux coordonner l'intervention des services et établissements chargés des polices de l'eau et de la nature : directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, directions départementales des territoires et de la mer, directions départementales de la protection des populations, gendarmerie nationale, office national de la chasse et de la faune sauvage, office national de l'eau et des milieux aquatiques, office national des forêts, parcs nationaux, conservatoire du littoral, agence des aires marines protégées.

Cette circulaire est complémentaire au plan de contrôle de l'inspection des installations classées. Réunies, ces instructions forment le cadre d'intervention des polices de l'environnement.



A ces fins, les préfets de région mettront en place un pilotage régional de la politique de contrôle et confieront aux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement<sup>1</sup> l'animation du réseau des services chargés des missions de police de l'environnement (organisation d'échanges de pratiques, benchmark, retours d'expérience...). Ils s'assureront que tous les départements développent une mission de coordination inter-service des polices de l'environnement (MIPE) pour fin 2011 et se dotent d'un plan de contrôle inter-service, identifiant clairement les enjeux prioritaires. Ils se rapprocheront des procureurs généraux afin d'être en capacité de nous rendre compte régulièrement de la mise en œuvre de la présente instruction. Ils pourront pour cela se référer à la dépêche du 22 août 2007 du garde des Sceaux, qui invitait les procureurs généraux à organiser une réunion annuelle avec les services concernés pour dresser le bilan des activités de police de l'environnement.

La mise en œuvre des polices relève quant à elle de l'échelon départemental. L'intervention des services déconcentrés et des établissements publics chargés de ces polices s'inscrira dans le cadre d'un plan de contrôle inter-service, dont l'élaboration et le suivi seront pilotés, sous l'autorité du préfet, par la direction départementale des territoires (et de la mer)<sup>2</sup> dans le cadre d'une mission inter-service des polices de l'environnement (MIPE). Ce plan de contrôle inter-service sera soumis à la validation du préfet et du(des) procureur(s). Il traduira une politique de contrôle fondée sur :

- l'identification des enjeux prioritaires au regard des objectifs de préservation des ressources naturelles tels que définis par les directives communautaires ;
- l'orientation des contrôles sur les territoires et activités concernés par ces enjeux ;
- l'identification des points de contrôle les plus pertinents au regard des pressions qu'exercent ces installations ou activités sur la ressource ou le milieu ;
- la sélection des installations ou activités à contrôler sur la base d'une analyse de risques ;
- la coordination des suites administratives et judiciaires afin de faire cesser, par la voie la plus efficace, toute situation de non conformité ;
- le développement de la traçabilité des contrôles afin de pouvoir rendre compte de leur mise en œuvre et de leur adéquation avec les objectifs fixés par les directives communautaires ;
- le développement d'une meilleure communication en amont de l'élaboration des plans de contrôle inter-service, pour en faire partager les enjeux, et en aval pour en faire connaître le bilan. A cet égard, l'accent sera mis sur les taux de contrôles conformes, le taux de sanctions suite aux contrôles non conformes, le taux de retour à une situation conforme après contrôle.

Nous vous demandons de veiller à ce que la mise en œuvre du plan de contrôle ne conduise à aucune diminution de la présence des services sur le terrain, qu'il s'agisse des services déconcentrés de l'Etat (notamment en matière de police judiciaire) ou des établissements publics.

L'organisation à mettre en œuvre et les objectifs sectoriels en termes de contrôles à réaliser sont précisés en annexe n°1. Les procédures administratives et judiciaires mobilisables par les services pour faire cesser les situations de non conformité réglementaire sont explicitées en annexe n°2.

Vous voudrez bien nous faire part des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire, qui sera publiée au bulletin officiel du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

---

<sup>1</sup> DRIEE en Ile de France, DIREN (future DEAL) dans les DOM

<sup>2</sup> DE et DAF en Outre-Mer, dans l'attente de la mise en place des DEAL

Fait à Paris, le

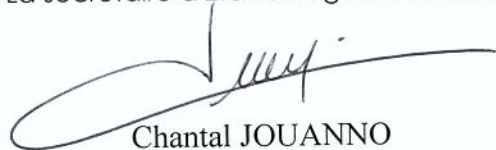
**12 NOV. 2010**

Le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie,  
du développement durable et de la mer, en charge  
des technologies vertes et des négociations sur le climat,

A blue ink signature of Jean-Louis Borloo, consisting of a series of connected loops and a long horizontal stroke.

Jean-Louis BORLOO

La secrétaire d'État chargée de l'écologie,

A black ink signature of Chantal Jouanno, featuring a large, sweeping loop followed by a series of smaller, more intricate strokes.

Chantal JOUANNO